



Perspectives chinoises

2008/3 | 2008

La Chine et ses frontières continentales

"Le deuil du Tibet"

La conception de l'Etat moderne dans l'Asie intérieure de la fin des Qing

C. Patterson Giersch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/4193>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2008

Pagination : 4-20

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

C. Patterson Giersch, « "Le deuil du Tibet" », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2008/3 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/4193>

« Le deuil du Tibet »

la conception de l'État moderne dans l'Asie intérieure de la fin des Qing ⁽¹⁾

C. PATTERSON GIERSCH

Cet article explore sous trois angles le processus de construction de l'État à la fin des Qing (1877-1911) en Asie intérieure (Xinjiang, Mongolie et Tibet). Il démontre que les efforts pour remplacer les institutions hybrides impériales par une administration de style chinois ont été des processus contingents et imprévisibles. Il compare les relations entre les élites et l'État, en Asie intérieure et en Chine, afin de déterminer les différents impacts sur les élites mongoles, tibétaines et han. Enfin, il étudie les médias de la période des réformes (1898-1911) pour révéler la nouvelle conception par les élites han des territoires d'Asie intérieure et de leurs peuples, ainsi que les conséquences durables de ces changements.

Les contacts de la Chine avec la modernité ont attiré l'attention soutenue de générations d'universitaires. Récemment, les historiens ont commencé à s'intéresser aux transformations de l'empire Qing en État-nation chinois moderne, dans les territoires frontaliers d'Asie intérieure peuplés de différentes ethnies (nord-est de la Chine, Mongolie, Xinjiang, Qinghai et Tibet ⁽²⁾). En 1800, l'entité Qing regroupe de multiples territoires et systèmes de gouvernement. La capacité à répartir les ressources, d'administrer la justice, ou d'utiliser la force légitime n'était, dans certains cas, attribuée que partiellement à l'État central qui, étant données ses limitations, déléguait judicieusement son autorité aux institutions hybrides, y compris au clergé bouddhiste tibétain, aux chefs turcs (*begs*), et à la noblesse héréditaire des bannières mongoles. L'hybridité définit le haut État Qing du XVIII^e siècle, et il y a des raisons de croire que l'empereur Qianlong (règne de 1736-1799) se réjouissait de la diversité de son royaume ⁽³⁾. Cependant en 1820, certains intellectuels han se sont prononcés en faveur de la suppression des institutions hybrides et de la réorganisation des frontières en utilisant les institutions de la Chine intérieure (*neidi*). Le chaos du milieu du XIX^e siècle a rendu ces plans impraticables, la capacité de l'État déclinant sur de nombreuses frontières. Au début des années 1870, des efforts continus ont été menés pour renverser cette trajectoire, et c'est à ce moment-là que certains fonctionnaires se sont battus, non seulement pour reconstruire les compétences de l'État, mais également pour rendre à l'État central les pouvoirs autrefois délégués aux institutions hybrides. Le modèle de centralisation choisi était le système des provinces (*xingsheng*) et des cantons (*junxian*).

En réclamant une direction provinciale pour les territoires d'Asie intérieure, les réformateurs ont cherché en même temps à transformer la société. Ils souhaitaient non seulement remplacer les élites locales par des officiels d'ethnie han, mais ils plaidaient également pour l'assimilation des peuples non han aux modes de vie chinois, en encourageant les migrations han vers les zones frontalières, et en développant la productivité de l'économie locale au service de l'État. Les universitaires ont considéré qu'il s'agissait là d'un tournant dans l'histoire chinoise, un moment où les dirigeants Qing assiégés, usés par la rébellion, menacés par l'impérialisme étranger, et sur la défensive face au nationalisme han, se sont définitivement éloignés des pratiques « pluralistes » initiales d'un empire dans lequel les non-Han jouaient des rôles importants ⁽⁴⁾. Il a rarement été souligné, dans cette « provincialisation » (transformation en provinces) des régions d'Asie intérieure, qu'il s'agissait d'un processus contesté, qui a duré des décennies. Le premier territoire transformé en province était le Xinjiang, en 1884, mais ce n'est que pendant la première décennie du XX^e siècle que la provincialisation a été sérieusement envisagée pour les autres terres d'Asie intérieure.

1. Je remercie Cynthia Chen pour son aide à la recherche, et le Wellesley College Social Science Summer Research Program pour son financement.
2. Pour un beau panorama, voir Joseph Esherick, « How the Qing became China », in Joseph Esherick et al. (éd.), *Empire to Nation*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2006, p. 229-259.
3. Laura Hostettler, *Qing Colonial Enterprise : Ethnography and Cartography in Early Modern China*, Chicago, University of Chicago Press, 2001, p. 41-49.
4. James A. Millward, *Eurasian Crossroads : a History of Xinjiang*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 133 ; Sudebilige (Shirnuut Sodbilig), *Wan Qing zhengfu dui Xinjiang, Menggu he Xizang zhengce yanjiu*, Huhehuote, Nei Menggu renmin chubanshe, 2005, p. 2 ; Prasenjit Duara, *Sovereignty and Authenticity: Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2003, p. 47.



Entre 1877, lorsque Zuo Zongtang a soumis son premier plan pour le Xinjiang, et 1907, lorsque la cour a envisagé une proposition précise pour transformer la Mongolie en province, trois décennies cruciales se sont écoulées. Au cours de ces décennies, de nouvelles idées sur l'État et ses relations aux terres frontalières et à leurs peuples ont totalement changé la politique chinoise. Finalement, la mise en place concrète des institutions de style provincial a été irrégulière et interrompue par la révolution de 1911. Il est donc important de réévaluer l'approche de la fin des Qing envers l'Asie intérieure en fonction de ces précisions.

Cet article synthétise les travaux récents sur le processus de transformation du Xinjiang, de la Mongolie et du Tibet, entre 1877 et 1911, et il souligne trois observations destinées à provoquer un débat et de nouvelles recherches. Premièrement, les décisions de mettre en place de nouveaux systèmes de gouvernement au Xinjiang, en Mongolie et au Tibet n'étaient ni faciles, ni inévitables. Il y avait une opposition, et des alternatives ont été suggérées. Alors que nous sommes de plus en plus conscients que les événements et les choix de la période républicaine (1912-1949) ont structuré d'importants changements dans les relations entre les ethnies, nous n'avons pas soumis la fin des Qing au même degré d'interrogation. Nous savons, par exemple, que les bâtisseurs de l'État républicain avaient imaginé l'Asie intérieure comme une partie intégrante de la nouvelle nation ;

les universitaires ont adopté de nouvelles techniques de production du savoir sur les peuples non han⁽⁵⁾; le Parti communiste à Yan'an a développé des politiques envers les non-Han⁽⁶⁾; et les événements ont conduit à une ethno-génèse chez certains peuples périphériques⁽⁷⁾. Nous sommes cependant moins certains de l'héritage historique ayant influencé ces développements, parce que les ruptures et continuités avec la fin des Qing sont peu claires. Il est donc important de traiter les développements de l'Asie intérieure entre 1877 et 1891 comme contingents, et d'identifier toute caractéristique significative ayant émergé pendant ces années.

Deuxièmement, puisque les politiques de provincialisation ont été conçues pour réorganiser les relations entre l'État et les élites d'Asie intérieure, ce sujet devrait être étudié dans le contexte des relations entre l'État et les élites, un thème de recherche déjà bien développé pour la Chine de la fin des Qing. Il a été prouvé que, dans les dernières décennies du règne Qing, reconstruire le pays après les rebellions et les efforts pour augmenter la capacité de l'État ont créé de nou-

5. Thomas Shawn Mullaney, « Coming to Terms with the Nation : Ethnic Classification and Scientific Statecraft in Modern China, 1928-1954 » (PhD, Columbia University, 2006).
6. Xiaoyuan Liu, *Frontier Passages : Ethnopolitics and the Rise of Chinese Communism, 1921-1945*, Washington, Woodrow Wilson Center Press (distribué par Stanford University Press), 2004.
7. Dru C. Gladney, *Dislocating China : Reflections on Muslims, Minorities, and other Subaltern Subjects*, Chicago, University of Chicago Press, 2004, p. 217-218.

velles opportunités pour « l'élite managériale » han. Les élites ont demandé de nouveaux rôles dans l'administration de la société locale, et ont développé de nouveaux médias pour commenter les politiques impériales⁽⁸⁾. Dans de nombreux cas, il y avait des tensions entre l'État et les élites, mais, au même moment, il existait aussi de nombreux réseaux et objectifs communs. Quelle comparaison peut-on faire avec l'évolution des relations dans les zones de frontières, où les élites ne sont pas des lettrés han mais des nobles mongols, des dirigeants héréditaires Khampa, ou des lamas bouddhistes tibétains ? Au-delà de ces comparaisons, nous devons évaluer l'influence de l'Asie intérieure sur les élites réformistes han. À partir des années 1890, les médias réformistes ont offert un forum pour une nouvelle forme « d'opinion publique ». Qu'avait à dire cette opinion publique naissante sur les peuples et les territoires des frontières ? Cet article fait une première étude de la presse réformatrice, pour évaluer les discours émergents sur le territoire et les peuples d'Asie intérieure.

Troisièmement, l'étude de l'Asie intérieure de la fin des Qing doit être placée dans le contexte de pratiques universitaires récentes qui mettent l'accent sur le savoir et la construction d'un État moderne. La construction d'un État moderne est un processus créatif, à la fois en terme de développement des institutions et des idées formulées. Les récents travaux de Prasenjit Duara sur le Mandchoukouo soulignent que la « reconnaissance d'une nation était – et reste – un acte qui n'est pas seulement politique ; il comporte une dimension cognitive et ontologique⁽⁹⁾ ». Si je le comprends bien, Duara pense que « les retardataires », les États-nations formés tardivement (dont la Chine), ont été confrontés à des tâches difficiles et en quelque sorte uniques. Pour construire des États modernes adaptés au système global, les Chinois ont tout d'abord cherché à étendre au maximum leur territoire, et à militariser ses confins ; ceci signifiait la suppression « des arrangements informels [et] des souverainetés multiples » dans les territoires d'Asie intérieure. Mais même en supprimant les institutions hybrides, l'État devait représenter un conglomerat post-impérial divers et désordonné comme un ensemble intégré, dans lequel les frontières moins civilisées et le centre civilisé partageaient une identité politique commune. Créer de telles représentations suppose de nouvelles techniques intellectuelles et administratives (ethnologie, sondages, recensements), et Duara considère que les Chinois les ont apprises du Japon. Obligés de se confronter à l'impérialisme japonais au Mandchoukouo, les Chinois ont commencé à concevoir leurs frontières comme « des territoires nationaux vitaux », et à utiliser l'anthropo-

logie, l'histoire et la géographie pour intégrer « ces endroits et ces peuples dans un discours national ». Finalement, les décideurs politiques nationalistes ont eu recours à une anthropologie et à une géographie institutionnalisées – ainsi qu'à de nouvelles écoles et de nouveaux recensements – pour répondre à l'enjeu de l'extension de l'administration sur les frontières⁽¹⁰⁾.

Ce sont des idées fascinantes et, je pense, justes, en-dehors de la conclusion selon laquelle tout ceci était totalement nouveau dans les années 1930. Dans la première décennie du XX^e siècle, les élites han se plaignaient des menaces étrangères en Asie intérieure, et développaient un vocabulaire symbolique pour démontrer la façon dont ces régions « faisaient écran » pour la Chine intérieure et rendaient possible la vie de millions de personnes. Il s'agit là de la première articulation de l'importance des frontières en tant que territoire national. Les intellectuels ont également tenté d'introduire des méthodes pour produire du savoir sur les frontières et leurs peuples. L'anthropologie telle que nous la connaissons n'était certainement pas impliquée, mais les fonctionnaires et les écrivains ont préconisé la réalisation d'études qui examineraient les traditions exotiques de la Mongolie et du Tibet. La géographie était considérée comme une discipline cruciale. Il ne s'agissait pas de la géographie des gazettes Qing traditionnelles ou des récits de voyages : les écrivains avaient identifié spécifiquement les pratiques européennes d'enquêtes et d'archivage comme les bases du savoir et du pouvoir. Ces développements, ainsi que le projet de donner une éducation chinoise complète aux jeunes d'Asie intérieure, suggère que d'importantes transformations cognitives étaient déjà à l'œuvre à la fin des Qing.

Ceci devrait nous inciter à considérer la relation entre l'Asie intérieure et l'État chinois. Récemment, Rebecca Karl et Peter Zarrow ont avancé que l'année 1898 marquait le début d'une période durant laquelle « la Chine était obligée de... lutter contre des crises multiformes, produites par son intégration forcée dans un système d'États, de capitaux et de savoir global et inégal⁽¹¹⁾. » Ils placent la fin des Qing au centre des confrontations initiales de la Chine avec la modernité. De même, les enjeux modernes de la conception

8. Mary Rankin, *Elite Activism and Political Transformation in China : Zhejiang Province, 1865-1911*, Stanford, Stanford University Press, 1986 ; Joan Judge, *Print and Politics: « Shibao » and the Culture of Reform in Late Qing China*, Stanford, Stanford University Press, 1996.

9. Duara, *Sovereignty and Authenticity*, op. cit., p. 23.

10. *Ibid.*, p. 179-180, 187-192, 199-200.

11. Rebecca E. Karl et Peter Zarrow, « Introduction », in *Rethinking the 1898 Reform Period: Political and Cultural Change in Late Qing China*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2002, p. 7.

d'une nation dans un empire multi-ethnique ont commencé non pas pendant la période républicaine, mais dans les dernières décennies des Qing. Les élites réformistes savaient déjà que, lorsqu'il s'agissait de la connaissance de l'Asie intérieure, ils étaient désavantagés par rapport aux puissances étrangères. Le moment de cette prise de conscience est important, puisqu'elle donne naissance à des idées qui structureront les développements suivants, et, dans une certaine mesure, influenceront la pensée jusqu'à nos jours.

L'Empire pluraliste

Les changements de la fin du XIX^e siècle ne représentaient pas la première rupture radicale dans l'interaction de la Chine avec l'Asie intérieure. L'expansion vers ces royaumes faisait partie d'une transformation monumentale initiée par un premier « grand jeu » moderne, opposant les Russes, les Qing, et les Mongols Zunghar. Le désir de sécurité des Qing face aux Russes et à la fédération Zunghar a entraîné de multiples changements dans l'État et l'économie, et finalement conduit à la création d'institutions qui ont dirigé et consolidé les conquêtes de la Mongolie, du Xinjiang et du Tibet. C'était un processus qui n'était pas linéaire mais contingent et controversé, et qui a duré de la première alliance de Nurhaci avec les Mongols Khorcin en 1626 jusqu'à la conquête finale du Xinjiang en 1759⁽¹²⁾. Il s'agissait également d'un processus partiellement influencé par les origines mandchoues du clan impérial Qing. Les Qing et leurs diverses élites de conquête, y compris les Han, les Mongols et les bannières mandchoues, sont nés sur la frontière du nord-est et ont apporté une culture stratégique unique et une compétence militaire pour diriger la Chine⁽¹³⁾.

Si les bâtisseurs de l'empire Qing avaient leurs propres raisons de s'étendre vers l'Asie intérieure, ils ont aussi développé, de façon empirique, des stratégies de gouvernement et des institutions flexibles pour chaque région. Ces institutions ont toujours évolué, mais en général, le gouvernement des Qing sur l'Asie intérieure reflétait à la fois une approche pratique pour gouverner des peuples différents, et une idéologie impériale conçue pour un empire multi-culturel. Les principaux bâtisseurs de l'empire Qing ont souvent hésité à changer les sociétés locales, en partie parce que de nombreux fonctionnaires pensaient que les différents peuples possédaient des « natures » (*xing*) différentes, ce qui justifiait des politiques de ségrégation et l'adaptation aux institutions indigènes⁽¹⁴⁾. Ainsi, les Qing ont souvent donné du pouvoir aux élites locales, une approche qui a certainement modifié les institutions politiques indigènes mais leur a également per-

mis de durer. En Mongolie et au Xinjiang, par exemple, les Qing se sont adaptés aux pratiques légales locales en incorporant certains aspects de la loi traditionnelle⁽¹⁵⁾.

L'empire Qing était « pluraliste », et l'empereur Qianlong se considérait comme bien plus que le dirigeant de la Chine. Des études suggèrent qu'il considérait comme ses sujets au moins cinq peuples distincts – Mandchous, Mongols, Tibétains, Turkestanais et, bien sûr, Chinois Han – dont chacun appartenait à part égale au royaume Qing⁽¹⁶⁾. De plus, les Qing réussissaient souvent à convaincre de leur légitimité les peuples dont ils étaient les souverains. La cour a utilisé avec talent des tactiques multiples et dynamiques pour obtenir le soutien des Mongols sur près de trois siècles. Les premiers dirigeants Qing ont utilisé les concepts mongols de pouvoir divin ainsi que leur sens de la communauté (*ulus*) pour construire une alliance entre Mandchous et Mongols. Plus tard, les Qing ont réussi à convaincre les élites mongoles d'adhérer aux bannières – des systèmes bureaucratiques qui ont transformé des communautés mongoles mobiles et fluides en entités fixées territorialement (« bannières » et « ligues ») sous la direction des aristocrates mongols et la supervision des Qing. Les dirigeants Qing chapeonnaient également le bouddhisme tibétain de telle sorte que les Mongols considéraient qu'être mongols et bouddhistes était naturellement lié avec le fait d'être les sujets des Qing⁽¹⁷⁾.

La loyauté des Mongols n'était pas toujours acquise, et la coercition était employée dans toute l'Asie intérieure. Au Qinghai, par exemple, les monastères bouddhistes tibétains étaient attaqués pour être ramenés sous contrôle. L'État a établi une classification de tous les peuples, les assignant à des groupes distincts, afin de procéder à une ségrégation. Dans le processus de délimitation des territoires et d'établiss-

12. Pour le « grand jeu » et un récit détaillé, voir Peter C. Perdue, *China Marches West: the Qing Conquest of Central Eurasia*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2005, p. 1, 3-7. Sur les alliances avec les Mongols, voir Johan Elverskog, *Our Great Qing: the Mongols, Buddhism, and the State in Late Imperial China*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2006, p. 14, 23-27.

13. Perdue, *China Marches West*, op. cit., p. 507.

14. Pour de plus amples explications, voir Giersch, « Critical Han Studies ? The Late Imperial Southwest as Case Study », non publié ; sur les concepts de la nature humaine dans la Chine des Qing, voir Emma Jinhua Teng, *Taiwan's Imagined Geography : Chinese Colonial Travel Writing and Pictures, 1683-1895*, Cambridge, Harvard University Asia Center, 2004, chapitre 4.

15. Sur la loi mongole, voir Dorothea Heuschert, « Legal Pluralism in the Qing Empire : Mandchu Legislation for the Mongols », *The International History Review*, vol. 20, n° 2, juin 1998, p. 310-324. Sur la loi islamique, voir James A. Millward, *Beyond the Pass: Economy, Ethnicity, and Empire in Qing Central Asia, 1759-1864*, Stanford, Stanford University Press, 1998, p. 121-122.

16. Millward, *Beyond the Pass*, op. cit., p. 197-203.

17. Elverskog, *Our Great Qing*, op. cit., p. 3, 24, 45, 61, 126 ; Sudebilge, *Wan Qing zhengfu dui Xinjiang, Menggu he Xizang zhengce yanjiu*, op. cit., p. 5-12.

sement des bannières pour les Mongols de la région, les Khalkhas ont par exemple été séparés des Khoshots⁽¹⁸⁾. Alors que les politiques des Qing cherchaient dans certains cas une ségrégation brutale, elles exploitaient aussi d'importantes interconnexions. Par exemple, les Qing ont rendu les Mongols, dont beaucoup pratiquaient un bouddhisme tibétain, dépendants des Tibétains en interdisant l'apparition de lamas réincarnés en Mongolie. Cette politique était destinée à empêcher l'aristocratie de dominer les institutions à la fois religieuses et séculières⁽¹⁹⁾.

Les dirigeants Qing cherchaient clairement à contrôler leurs différents sujets, mais ils ne formulaient pas de politique cohérente pour les assimiler ou les acculturer aux modes de vie chinois. Alors que les bureaucrates han influents cherchaient parfois à transformer et assimiler certains groupes indigènes du Sud-Ouest, leurs efforts étaient sporadiques et rarement soutenus par les Manchous et les autres élites des bannières – les fonctionnaires responsables des frontières de l'Asie intérieure⁽²⁰⁾. Au Xinjiang, tout comme en Mongolie, les Qing se sont adaptés et ont modifié les pratiques locales de gouvernement en développant des institutions politiques et légales parallèles. Au sud du Xinjiang, les Qing ont nommé des fonctionnaires turkestanais (*begs*) pour administrer la population turcophone. À l'est du Xinjiang, les civils han étaient soumis aux magistrats comme ils l'auraient été en Chine, mais les dirigeants héréditaires avec des titres princiers (*jasaks*) régnaient sur les communautés mongoles⁽²¹⁾.

Dans tous les cas, les institutions de gouvernement en Asie intérieure ont été développées par tâtonnement. Ceci est particulièrement évident au Tibet, où des décennies de conflits ont eu lieu avant que les Qing n'adoptent une approche relativement stable. Ce n'est qu'au milieu du XVIII^e siècle que l'institution du dalaï-lama est apparue comme la clé pour gérer le Tibet. À cette époque, le dalaï-lama et ses conseillers (*bka'-blon*) ont commencé à exercer des pouvoirs ecclésiastiques et séculiers importants, mais ils le faisaient sous la supervision de deux résidents impériaux (*ambans*) et d'une garnison Qing⁽²²⁾. Le gouvernement du dalaï-lama n'était cependant plus autorisé à administrer le Kham. Au début du XVIII^e siècle, le Kham a été placé sous le contrôle du Sichuan, et les Qing cherchaient à diminuer l'influence de Lhasa en contrôlant les nominations et en inspectant les dirigeants séculiers locaux Khampas (*tusi*). Ces dirigeants allaient être choisis en fonction des directives impériales, mais, comme le remarque Xiuyu Wang, les coutumes locales ont réussi à maintenir leurs configurations du pouvoir. Les dirigeants locaux ont également continué à

monopoliser le contrôle de la terre, de la loi et, par leurs milices personnelles, de l'usage de la force. Dans d'autres régions du Kham, les dirigeants bouddhistes tibétains étaient au pouvoir, et les chefs des monastères ont cherché à monopoliser le droit de collecter les taxes, et celui de se prononcer sur les questions légales⁽²³⁾.

Les approches pluralistes de l'empire ont parfois été menacées par des hommes qui envisageaient l'extension d'institutions de gouvernement uniformes et centrales aux peuples des frontières. Ces propositions étaient souvent accompagnées de plans pour une colonisation han ou de programmes d'assimilation des peuples non han. Il existait donc un désaccord au sujet des politiques pluralistes, mais ces questions étaient souvent soulevées lors de débats sur la Chine du Sud et du Sud-Ouest, pas sur l'Asie intérieure⁽²⁴⁾. L'idée de pluralisme en Asie intérieure n'a été sérieusement menacée qu'à partir de la période Daoguang (1821-1850). À la suite de rébellions au sud du Xinjiang, des propositions importantes ont été avancées par Gong Zizhen et Wei Yuan. Ils défendaient l'idée de transformer le Xinjiang en province directement administrée et colonisée par des populations venues de Chine. Lorsque Zuo Zongtang a défendu la provincialisation du Xinjiang en 1877, il s'est inspiré de ces premiers écrits pour offrir une nouvelle vision de la gouvernance⁽²⁵⁾.

Le cas du Xinjiang

Pendant plus d'une décennie à partir de 1864, le Xinjiang s'est trouvé hors de l'atteinte du gouvernement central Qing.

18. Perdue, *China Marches West*, *op. cit.*, p. 312 et chapitre 8 en général.
19. Uradyn E. Bulag, « Going Imperial : Tibeto-Mongolian Buddhism and Nationalisms in China and Inner Asia », in Joseph Esherick *et al.* (éd.), *Empire to Nation*, *op. cit.*, p. 262-263.
20. Pour davantage d'informations sur le processus de civilisation, voir Stevan Harrell, « Introduction : Civilizing Projects and the Reaction to Them », in *Cultural Encounters on China's Ethnic Frontiers*, Seattle, University of Washington Press, 1995, p. 3-36; Perdue, *China Marches West*, *op. cit.*, chapitre 9. Sur les débats au sujet des élites désignées et leur suspensions envers l'assimilation, voir Donald S. Sutton, « Ethnicity and the Miao Frontier in the Eighteenth Century », in Pamela Kyle Crossley *et al.* (éd.), *Empire at the Margins : Culture, Ethnicity, and Frontier in Early Modern China*, Berkeley, University of California Press, 2006, p. 196 et tableau 1.
21. Millward, *Beyond the Pass*, *op. cit.*, p. 32-33.
22. Luciano Petech, *China and Tibet in the early XVIIIth century*, 2^e édition révisée, Leiden, E. J. Brill, 1972, p. 8-16, 78-79, 151-157, 223-224, 230.
23. Xiuyu Wang, « China's Last Imperial Frontier : Statecraft and Locality in Qing Kham Tibet, 1890-1911 », (PhD, Carnegie Mellon University, 2006), p. 93-97, 100-110, 115.
24. Pour ces débats, voir John Robert Shepherd, *Statecraft and Political Economy on the Taiwan Frontier, 1600-1800*, Stanford, Stanford University Press, 1993, p. 137-154 ; Sutton, « Ethnicity and the Miao Frontier », *art. cit.*, p. 219 ; Giersch, *Asian Borderlands: The Transformation of Qing China's Yunnan Frontier*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p. 89-91.
25. Millward, *Beyond the Pass*, *op. cit.*, p. 246, 249-251.

Les rebelles intérieurs et l'invasion des troupes de Yaqub Beg, venues de Kokand, ont déstabilisé le régime et l'ont ouvert aux intrigues britanniques et à l'occupation russe de Yili, dans l'extrême Nord-Ouest. Alors que les armées de Zuo Zongtang se ruiaient vers l'Ouest en 1877, repoussant devant elles les troupes rebelles de Yaqub Beg, le grand homme d'État préparait déjà ses plans pour le futur. Le 26 juillet 1877, Zuo envoya le premier de cinq mémoires demandant le statut de province pour le Xinjiang. C'est ainsi qu'a commencé une période de cinq années de discussions et de planification, durant laquelle la cour des Qing a pesé les avantages et les inconvénients de cette proposition. Finalement, un plan de provincialisation – différent de celui proposé par Zuo – a été adopté en 1884, mais plusieurs aspects de ce processus sont étonnants : les institutions initiales conçues pour stabiliser le Xinjiang d'après-guerre, le débat sur le futur du Xinjiang, et les objectifs finaux pour les habitants non han.

Les premières institutions créées pour stabiliser la région étaient des bureaux de reconstruction (*shanhou ju*), gérés par Liu Jintang, un proche confident de Zuo, également originaire du Hunan. Zuo et Liu semblaient tous deux voir les bureaux comme des institutions de changement. Zuo identifiait les bureaux de reconstructions avec des « terres intérieures » (*fudi*, la Chine intérieure), peut-être parce qu'il avait eu affaire à eux en tant que gouverneur général du Zhejiang après la rébellion des Taiping. Cependant, les bureaux de reconstruction du Xinjiang étaient différents de ceux avec lesquels Zuo avait traité auparavant. Dans le Zhejiang des années 1860, les élites locales ont pris part à l'établissement des bureaux de reconstruction, et ont dirigé les processus sociaux et politiques nécessaires à la reconstruction. À terme, les bureaux ont été transformés en « agences unies d'aide sociale » plus permanentes, dirigées par des élites locales de plus en plus actives dans la gestion de leurs communautés. En d'autres termes, les bureaux de reconstruction, et les autres institutions post-rébellion, ont été utilisés par les élites locales. Influencées par un « art de conduire les affaires d'État » insistant sur l'activisme au service de l'État, celles-ci ont commencé à réclamer la responsabilité d'importants processus de gouvernement, et le pouvoir de les diriger⁽²⁶⁾.

Zuo était aussi un élève des penseurs des affaires d'État, et notamment du Hunanais Wei Yuan (1794-1856), qui était favorable à l'élargissement de la participation politique au nom du renforcement de l'État ; cependant, Wei limitait cette participation aux lettrés urbains qualifiés pour les positions bureaucratiques officielles⁽²⁷⁾. Que Zuo ait eu ou non

les concepts de Wei à l'esprit, son orchestration des bureaux de reconstruction du Xinjiang était au départ similaire aux idées de Wei. Suivant les ordres de Zuo, Liu Jintang a envoyé un réseau de fonctionnaires ambitieux, des hommes candidats à des positions officielles en Chine elle-même, vers des régions qui devaient être reconstruites. Ces hommes, liés par une hiérarchie de réseaux de bureaux de reconstruction, ont mené des efforts humanitaires : installer les réfugiés sur des terres, reconstruire une économie agricole, et assurer l'approvisionnement de l'armée. Ils étaient également autorisés à inspecter les terres agricoles, reconstruire les greniers et les infrastructures de communication, et attraper les rebelles – des responsabilités clairement destinées à prendre le pouvoir des élites locales, en particulier des *begs* du sud du Xinjiang. Alors que les *begs* étaient considérés comme importants pour certains processus, par exemple pour encourager les gens à payer des taxes, ils ont été déposés de leurs pouvoirs réels, tels que le droit de collecter des taxes. Les bureaux de reconstruction ont ainsi importé les fonctionnaires et les lois han dans des régions qui étaient auparavant sujettes aux approches « pluralistes ». L'objectif de Zuo semble avoir été de faire des bureaux de reconstruction une première étape vers la provincialisation⁽²⁸⁾.

Les bureaux de reconstruction étaient temporaires, et Zuo savait qu'il devrait convaincre la cour de mettre en place une administration permanente de type provincial, mais il s'est heurté à des opposants. L'un des plus expérimentés était Li Yunlin, membre d'une bannière et ayant de l'expérience dans le Xinjiang. Les rapports de Li mirent l'accent sur la dévastation d'Urumqi et des autres régions : peu d'armées des bannières et de colons han avaient survécu aux années de rébellion. L'économie était dévastée, les marchés en friche. Li disait que, sans les sujets han (*min*) payant des taxes, il était impossible d'établir des cantons, encore moins une province⁽²⁹⁾. Li soulignait que les sujets han constituaient la base d'un gouvernement de style provincial, ce qui était à la fois pratique et conceptuel. Ses idées reflétaient des convictions politiques durables, partagées par de nombreux membres des bannières : différents « types » (*zhonglei*) de peuples demandaient différentes formes de gouvernement, et le système de province ou de canton n'était adapté que

26. Rankin, *Elite Activism*, op. cit., p. 94-95, 106, 109-110, 119-120.

27. Philip A. Kuhn, *Origins of the Modern Chinese State*, Stanford, Stanford University Press, 2002, p. 27-53.

28. Zuo Wenxiang *gong quanji* (shudu), juan 19, p. 49, cité et analysé dans Sudebilege, *Wan Qing zhengfu*, op. cit., p. 52-54.

29. Li Yunlin, *Xichui Shilue*, « Wuyuan tutan », p. 20-22, « Yingwu kongxu », p. 22-23.

pour les « sujets migrants de l'intérieur (*neidi qianju zhi min*)⁽³⁰⁾ ». À la suite des troubles, Li estimait que moins de 5 000 familles han habitaient encore au Xinjiang, « un nombre qui n'atteignait même pas celui d'un canton en Chine intérieure ». L'historien Sudebilege considère que l'opposition de Li, qui était partagée par d'autres, peut être définie comme la volonté de revenir à des approches antérieures, plus en phase avec les coutumes locales (*yinsu er zhi*). La cour a adopté ce scepticisme en mettant en cause la viabilité de la structure provinciale⁽³¹⁾.

Pendant plusieurs années, Zuo et ses associés du Hunan, Liu Jintang et Tan Zhonglin ont lutté contre leurs critiques, développant une série d'arguments qui allaient décider du futur du Xinjiang. S'inspirant en partie de Wei Yuan, Zuo insistait sur la défense stratégique, la gouvernance interne, et la discipline fiscale, mais il intégrait dans ses arguments certains discours cruciaux sur la différence culturelle et la légitimité historique⁽³²⁾. Comme il l'avait fait en 1875, lorsque la reconstruction du Xinjiang avait été remise en cause, Zuo a défendu l'importance stratégique de la région : le Xinjiang protégeait la Mongolie, qui, à son tour, protégeait le district de la capitale. La perte du Xinjiang mettrait en danger l'empire tout entier⁽³³⁾. Vu le climat international de l'époque, beaucoup partageaient cette analyse. Le « grand jeu » du XIX^e siècle a entraîné une pression russe et britannique sur l'Asie intérieure, et la Russie a occupé une partie du Xinjiang en 1871. Pour éviter de nouvelles invasions, Zuo pensait que les Qing devaient supprimer leurs anciennes méthodes de gouvernement, qui affaiblissaient l'État. Lorsque les chefs locaux (*begs, jasaks*) servaient d'intermédiaires entre l'État et ses sujets, leur corruption nuisait au pouvoir de l'État, selon Zuo. Pour résoudre ce problème, l'État devait envoyer des magistrats de districts pour établir un lien direct entre l'État et le peuple. L'argumentaire de Zuo développait de façon explicite l'idée selon laquelle le contenu structurel et culturel des institutions de gouvernement de la Chine elle-même était supérieur. Zuo remarquait que les régions où « la gouvernance [se faisait] en fonction des traditions locales étaient incapables de suivre les mêmes traditions que celles de la Chine elle-même », et il s'y opposait⁽³⁴⁾. De plus, dans l'esprit de Zuo, les Qing devaient renforcer les compétences de l'État et s'opposer aux violations étrangères. La Chine ayant préservé sa position au Xinjiang depuis la période han, il s'agissait donc, pensait-il, de « notre sol ancestral⁽³⁵⁾ » (*wo jiyutu*).

Dans les années suivantes, les protégés de Zuo, Liu Jintang et Tan Zhonglin, apportèrent des informations positives sur la reconstruction économique du Xinjiang, ainsi que sur les

possibilités d'assimilation (*xianghua*) de ses peuples⁽³⁶⁾. L'opposition à la provincialisation était finalement dépassée, et une proposition de lier la nouvelle province du Xinjiang au Gansu fut approuvée. Le Xinjiang allait devenir une province.

Les historiens ont considéré que ces changements étaient monumentaux, James Millward ayant récemment suggéré que cette décision pour le Xinjiang (et la provincialisation ultérieure de Taiwan en 1887) « démontrait que la provincialisation de la frontière, avec la promotion concomitante de la migration han et la mise en place des institutions chinoises dans des régions ayant une forte population non han, faisait partie d'une tentative de la dynastie assiégée pour renforcer ses positions sur toutes les frontières⁽³⁷⁾ ». Il s'agissait d'un changement d'approche évident : on s'éloignait de l'adaptation de l'administration aux coutumes locales, pour se diriger vers la reproduction des institutions et de la culture de la Chine elle-même. Liu Jintang, par exemple, cherchait non seulement à retirer leur pouvoir aux *begs* Turkestanais, mais il prévoyait également un système d'éducation complet conçu pour enseigner la langue et la culture han. Mais la provincialisation du Xinjiang représentait-elle vraiment un tournant aussi décisif ?

Zuo et ses compatriotes du Hunan avaient gagné une bataille politique et imposé leur vision sur l'un des territoires d'Asie intérieure. Pour ce faire, ils avaient mobilisé d'importantes stratégies rhétoriques, présentant le Xinjiang comme une terre ancestrale, et soulignant la corruption inhérente aux institutions hybrides gérées par d'autres cultures. Ces deux développements étaient importants, mais ils n'étaient pas sans précédent dans la conception de la région et de l'empire. Il était autrefois fréquent que l'empereur Yongzheng et ses confidents déplorent la corruption des chefs indigènes de culture différente, et justifient ainsi leur projet de les remplacer par des magistrats han⁽³⁸⁾. Dans cette

30. Li Yunlin, *Xichui Shilue*, « Shanhou fanglue », p. 30-35.

31. Sudebilege, *Wan Qing zhengfu*, *op. cit.*, p. 53-55.

32. Ces arguments, y compris la dette de Zuo envers Wei Yuan, peuvent être retrouvés dans Nailene Josephine Chou, « Frontier Studies and Changing Frontier Administration in Late Ch'ing China : The Case of Sinkiang, 1759-1911 » (PhD, University of Washington, 1976), p. 221-244. Voir également Millward, *Beyond the Pass*, *op. cit.*, p. 241-251.

33. Pour un résumé récent des débats de 1874-1875, voir Ho-dong Kim, *Holy War in China : the Muslim rebellion and state in Chinese Central Asia, 1864-1877*, Stanford, Stanford University Press, 2004, p. 161-163.

34. *Zuo Wenxiang gong quanji*, vol. 3, Taibei, Wenhai chubanshe, 1964, jian 53, p. 30a-39a.

35. *Zuo Wenxiang gong quanji*, vol. 3, jian 51, p. 17a-19b.

36. *Liu Xiangqin gong zougao*, vol. 1, Taibei, Chengwen chubanshe, 1968, jian 3, p. 44.

37. Millward, *Eurasia Crossroads*, *op. cit.*, p. 137.

38. Madeleine Zelin, « The Yung-cheng Reign », in William J. Peterson (éd.), *The Cambridge History of China*, vol. 9, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 223.

perspective, les arguments de Zuo ne paraissent pas totalement nouveaux. Il semble néanmoins que des processus contextuels et cognitifs plus importants étaient à l'œuvre dans les années 1870.

Ni Liu Jintang ni ses successeurs n'ont été en mesure de mettre en œuvre l'intégralité de leurs projets. Ils ont refusé aux élites locales un rôle légitime dans le changement politique, mais ont été incapables de les écarter de la scène ; ils ont créé un environnement dans lequel les élites locales se sont opposées activement à certaines politiques impériales. Les musulmans turkestanais, par exemple, ont résisté à la scolarisation chinoise obligatoire, et ont gardé leurs garçons hors des nouvelles institutions. Dans les décennies suivantes, il allait y avoir davantage de résistance aux taxes, aux écoles, et à la corruption des fonctionnaires chinois. En transformant le Xinjiang en province sans donner de rôles ou de bénéfices légitimes aux élites locales, l'État Qing a créé des points spécifiques autour desquels l'opposition pouvait se rallier. Pendant ce temps, les événements semblent avoir provoqué une réflexion sur l'islam et l'État en Chine elle-même. Le journal contemporain *Shenbao* couvrait les événements du Xinjiang, et posait ouvertement la question de savoir si les musulmans nuisaient à cette unité culturelle et religieuse qui rendait les États forts⁽³⁹⁾. Bien que certains aient commencé à remettre en cause la place des musulmans dans l'État, le processus de reconstruction du Xinjiang a en fait offert aux habitants Turkestanais davantage de liberté pour se déplacer du Sud vers d'autres régions du Xinjiang, élargissant ainsi leur empreinte démographique. Dans les décennies suivantes, on dira que ceci allait aider à développer un sentiment de propriété couvrant l'ensemble du territoire⁽⁴⁰⁾. Pendant ce temps, les propositions de Zuo, qui n'étaient pas fondées sur des arguments radicalement nouveaux, ont rencontré une opposition dont les méthodes de pensée – sur la façon de gouverner, sur le territoire et sur l'empire – n'allaient pas disparaître subitement. Le Xinjiang a fourni des leçons potentielles pour d'autres frontières, mais il ne s'agissait pas du début d'un processus inévitable de transformation des frontières en provinces chinoises.

La Mongolie et le Tibet

Le cas du Xinjiang a démontré que les puissances étrangères pouvaient manipuler les peuples des frontières. Quand la Russie a occupé certaines parties du Xinjiang et négocié avec Yaqub Beg, les fonctionnaires ont commencé à voir l'Asie centrale et l'Asie du Sud comme des sources de menaces européennes. Zuo Zongtang, par exemple, avait

peur des incursions britanniques depuis l'Inde, et il a prévenu que la stratégie des Britanniques envers les frontières intérieures de la Chine, où ils tentaient de prendre le contrôle du territoire, était différente de leur approche sur les côtes, où ils cherchaient à prendre le contrôle du commerce⁽⁴¹⁾. Pour beaucoup, la vulnérabilité stratégique était liée à la faiblesse de l'État Qing. La nécessité de renforcer les compétences de l'État a généré un débat sur les revenus. Les opposants à la provincialisation soulignaient son impossibilité dans des régions aux revenus insuffisants, c'est-à-dire, pour de nombreux responsables politiques, des régions où les colons han payant des taxes foncières n'étaient pas assez nombreux. Ainsi, le débat sur les compétences de l'État et sur ses revenus a souvent conduit à des discussions sur la colonisation ou l'assimilation des populations indigènes des frontières.

Au début des années 1880, trois questions interconnectées – défense stratégique, revenus et colonisation/assimilation – ont été discutées en lien avec la Mongolie, mais ces débats n'ont pas débouché sur une action avant la première décennie du XX^e siècle, durant la période des « nouvelles politiques » (*xinzheng*). L'invasion britannique au Tibet (1903-1904) et la guerre entre la Russie et le Japon (1904-1905) ont ajouté une nouvelle urgence au processus. Dans chaque cas, cependant, les politiques spécifiques de transformation de la Mongolie et du Tibet furent variées et irrégulières, ce qui suggère un processus de décision politique contesté et contingent. Les travaux récents de Dahpon David Ho sont particulièrement incisifs : ils soulignent que la volonté de transformer le Tibet, qui a culminé lors de l'invasion de Lhasa en 1910, n'était pas le résultat d'efforts cohérents et planifiés cherchant à écarter les Tibétains du pouvoir politique⁽⁴²⁾. De même en Mongolie, les politiques de colonisation et de provincialisation ont connu des oppositions et des modifications, avec un résultat inattendu : les Qing (et le gouvernement républicain) ont fini par défendre les institutions hybrides.

La première proposition convaincante pour transformer la Mongolie a été présentée par Cen Chunxuan en 1902. Cen

39. « Lun Kashiga'er shi », *Shenbao*, n° 780, 11 novembre 1874, p. 1.

40. Millward, *Eurasian Crossroads*, op. cit., p. 138-149, 151-152 ; Sudebilige, *Wan Qing zhengfu*, op. cit., p. 59-63.

41. Sur la politique étrangère de Yaqub Beg, voir Ho-dong Kim, *Holy War in China*, op. cit., p. 138-158. Pour les leçons sur l'Asie centrale, voir S. C. M. Paine, *Imperial Rivals : China, Russia, and Their Disputed Frontier*, Armonk, N.Y., M. E. Sharpe, 1996, p. 165. Pour les commentaires de Zuo, voir *Zuo Wenxiang gong quanji*, vol. 3, juan 51, p. 17a-19b.

42. Dahpon David Ho, « The Men Who Would Not Be Amban and the One Who Would: Four Frontline Officials and Qing Tibet Policy, 1905-1911 », *Modern China*, vol. 34, n° 2, avril 2008, p. 211-212.

agissait en réponse à la menace de l'agression russe, et il a proposé d'ouvrir des portions de terre mongole à l'agriculture han. Bien que les colons han aient déjà loué des terres dans les territoires des Ligues Ulaanchab et Yekhe Juu, l'approbation de la demande de Cen représentait un progrès. Les administrations Qing précédentes s'étaient opposées à la migration han vers les territoires des bannières mongoles, mais, en 1902, ces politiques de ségrégation ont été remises en cause quand la cour a cherché à stabiliser son emprise sur le Nord. L'exploitation des terres, pensait-on, tirerait la productivité agricole, et augmenterait ainsi les revenus à la fois de l'État et des bannières mongoles. Dans l'esprit de Yigu, le fonctionnaire envoyé pour superviser l'utilisation des terres, le plan bénéficierait aux Mongols appauvris tout en permettant à l'État d'augmenter ses compétences fiscales et militaires sur cette frontière vitale⁽⁴³⁾.

Les roturiers mongols et les élites en étaient moins convaincus, et leur résistance a marqué la mise en place initiale de ces nouvelles politiques. Alors que Yigu créait avec confiance un Bureau général des affaires agricoles (*kenwu zongju*) à Hohhot, et promouvait la colonisation de Chakhar, ses plans étaient déjoués à Ulaanchab et Yekhe Juu. À Chakhar, la plupart des chefs de bannières mongols étaient nommés par l'État, mais dans les autres ligues, la noblesse était d'origine locale et opposée à l'exploitation des terres. Bien que cette opposition ait pu être liée à des intérêts financiers, le mécontentement était exprimé de façon pluraliste. Les Mongols soulignaient que les colons han allaient menacer leurs modes de vie pastoraux, violant ainsi les principes de la politique Qing visant à traiter tous les sujets de façon égale (*yishi tongren*). Une résistance plus directe émanait des roturiers mongols, dont les groupes d'auto-défense (*duguilangs* ou « cercles ») étaient mobilisés pour résister aux « nouvelles politiques ». Dans certains cas, la résistance mongole a été vaincue, mais elle était un reflet significatif d'une opposition répandue⁽⁴⁴⁾.

En réaction à la guerre entre Russes et Japonais, de nouvelles propositions pour la provincialisation de la Mongolie furent avancées ; la guerre a également entraîné le développement de nouvelles méthodes de production du savoir, avec les premières enquêtes menées par des fonctionnaires sur les peuples et les terres de Mongolie. L'une des toutes premières fut celle de Yao Xiguang, qui a passé trois mois en Mongolie intérieure pour évaluer les perspectives de l'exploitation des terres et des mines, et pour déterminer les sites potentiels des colonies han. Cette enquête est à l'origine de la proposition de Yao visant à soumettre les Mongols à un gouvernement direct et à ouvrir leurs terres à de nou-

velles colonies han. Il semble également qu'elle ait établi un précédent, faisant de l'enquête un outil administratif important. Puis, en 1906, le nouveau Ministère des territoires dépendants (*Lifan Bu*) envoya des fonctionnaires mener des enquêtes en Mongolie et au Tibet⁽⁴⁵⁾. L'État Qing commençait ainsi à institutionnaliser de nouvelles méthodes de recherche et de production du savoir sur ses peuples périphériques et sur leurs terres. Alors que l'État avait recueilli des informations sur ses sujets, et établi des cartes de ses terres impériales depuis des décennies⁽⁴⁶⁾, les enquêtes du début du XX^e siècle ont apporté un savoir inséré dans de nouveaux cadres conceptuels.

En mai 1907, Cen Chunxuan proposa le plan le plus important pour la provincialisation de la Mongolie⁽⁴⁷⁾. Cen insistait sur la valeur historique de la Mongolie, un peu comme Zuo l'avait fait pour le Xinjiang trois décennies plus tôt. Cen n'était cependant pas un simple traditionnaliste : il exprimait un rejet délibéré des concepts précédents de l'État. Ce faisant, il soutenait que les conditions historiques contemporaines étaient nouvelles, et que les objectifs de l'État devaient être adaptés. Dans son « territoire souverain » (*suo shu zhi di*), l'État doit établir la loi, collecter les informations sur le territoire, gérer sa défense, et promouvoir le développement. Cen prétendait, comme les fonctionnaires des Qing auraient pu le faire avant lui, que l'État devait se préoccuper de la subsistance de la population (*minsheng*). Mais il révélait également une préoccupation moderne envers l'administration générale du territoire, et remarquait que dans « les terres sous juridiction de l'État... il ne peut y avoir d'hésitation dans le pouvoir ». Ce commentaire suggère que Cen concevait une autorité de l'État idéale exercée de façon égale et systématique sur tous les territoires, sans aucune des inégalités ou incohérences permises par les approches pluralistes précédentes. Pour réaliser ceci, Cen défendait l'idée de créer trois provinces, centrées en Mongolie intérieure, et favorisait une extension agressive de la saisie des terres vers la Mongolie extérieure. Les migrants devaient être recrutés

43. Sudebilige, *Wan Qing zhengfu*, op. cit., p. 71-75 ; Mei-hua Lan, « China's 'New Administration' in Mongolia », in Stephen Ktokin et Bruce A. Elleman (éd.), *Mongolia in the Twentieth Century : Landlocked Cosmopolitan*, Armonk, NY et Londres, M.E. Sharpe, 1999, p. 41-44.

44. Christopher P. Atwood, *Young Mongols and Vigilantes in Inner Mongolia's Interregnum Decades, 1911-1931*, Leiden, Brill, 2002, vol. 1, p. 46, 63 ; Sudebilige, *Wan Qing zhengfu*, op. cit., p. 76-81 ; Lan, « China's "New Administration" in Mongolia », art. cit., p. 41-44.

45. Sudebilige, *Wan Qing zhengfu*, op. cit., p. 87-95.

46. Giersch, *Asian Borderlands*, op. cit., chapitre 3 ; Hostettler, *Qing Colonial Enterprise*, op. cit.

47. Cen Chunxuan, « Tongchou Xibei quanju zhuosi biantong banfa zhe » (Guangxu 33/4/2), cité dans *Qingmo Chuan Dian bianwu dang'an shilliao*, Sichuan sheng minzu yanjiusuo, Zhonghua shuju, 1989, vol. 3, p. 921-926.

par des commerçants, qui gagnaient des récompenses s'ils atteignaient certains objectifs en nombres de familles installées, de superficies exploitées, ou de mines ouvertes. Pour Cen, l'objectif était de créer une administration d'État intégrée, supervisant une économie commerçante capable de subvenir aux besoins des troupes, et il semble avoir considéré les Chinois han comme la base de ce système.

Les Mongols n'en étaient cependant pas exclus. Cen les voyait comme des gens simples, piégés par les superstitions du bouddhisme tibétain, mais il souhaitait commencer à transformer les garçons mongols grâce à la scolarisation. Les diplômés des écoles primaires pouvaient aller au collège et prétendre à des postes de gouvernement, tout comme les hommes des bannières et les étudiants han. Cen pensait que ce système empêcherait les garçons mongols d'intégrer les monastères, où leurs talents étaient gâchés. Ils pourraient également être admis dans les académies militaires, que Cen voyait comme des institutions de changement dans toutes les régions agitées des frontières – Mongolie, Tibet et Kham. Contrairement aux politiques pluralistes antérieures, qui avaient surtout cherché à opérer une ségrégation entre les Mongols et la Chine elle-même, le plan de Cen, et les « nouvelles politiques » en général, était conçu pour intégrer les Mongols dans une nouvelle Chine forte.

Cen Chunxuan et Yao Xiguang prenaient part à un effort de remise en ordre du territoire Qing. Leur objectif était de militariser les confins du nord de l'empire, et, pour cela, ils ont mobilisé de nouvelles ressources administratives (les enquêtes), prévu de nouvelles institutions d'assimilation (les écoles), et proposé de supprimer les « arrangements informels [et] les souverainetés multiples » qui avaient caractérisé les approches des Qing vis-à-vis de l'Asie intérieure. Naturellement, il y eut des résistances, et cette opposition, ainsi que la révolution de 1911, ont rendu impossible la création de provinces en Mongolie. Le mémoire de Cen a trouvé à la cour un soutien large mais pas unanime. La vision d'un empire pluraliste était encore forte, et les opposants à une gouvernance provinciale pour la Mongolie extérieure soulignaient son altérité et son incompatibilité avec les modes de vie chinois⁽⁴⁸⁾.

Nobles et roturiers mongols résistèrent également, et cette résistance força les Qing à réévaluer leur position. Au lieu d'écarter les nobles mongols du pouvoir, les Qing se tournèrent vers eux pour mettre en place les « nouvelles politiques », y compris la saisie des terres, l'éducation, et la taxation. Alors que l'État tentait d'augmenter ses compétences en Mongolie, il constata – comme le feraient les gouvernements républicains – qu'il était difficile d'abandonner totale-

ment les institutions impériales⁽⁴⁹⁾. Néanmoins, la nouvelle pensée sous-tendant le plan de Cen conduisit à des changements majeurs. De nouvelles institutions d'État, écoles, postes de police, bureaux du télégramme, furent établies, et les barrières légales séparant les Mongols des Chinois han furent assouplies. En 1910, la cour autorisa l'exploitation agricole sans restriction à travers la Mongolie, les contrats sur les pâturages, et les mariages mixtes entre Mongols et Han. Les Mongols étaient légalement autorisés à apprendre le Chinois et utiliser des noms chinois. Durant cette période est apparue une nouvelle génération de Mongols, éduqués à la chinoise⁽⁵⁰⁾.

Si le cas de la Mongolie démontre les contingences impliquées dans la provincialisation, le Grand Tibet révèle une dichotomie remarquable dans les approches destinées à changer l'Asie intérieure. Après l'invasion du britannique Younghusband, la presse chinoise était inondée de scénarios catastrophes. En octobre 1904, le *Xinmin congbao* de Liang Qichao publia un article intitulé « Le deuil du Tibet », dans lequel le futur du Tibet était envisagé comme celui des protectorats britanniques au Népal et au Bhoutan⁽⁵¹⁾. La cour a répondu à la pression britannique par des efforts en vue de clarifier le statut du Tibet et transformer l'administration du Tibet et du Kham.

En 1906, Zhang Yintang fut envoyé à Lhassa pour renforcer l'autorité des Qing. L'approche de Zhang était influencée par des attitudes répandues chez ses pairs, tels que Cen Chunxuan. Zhang pensait que les valeurs traditionnelles tibétaines étaient au mieux pittoresques, et plus souvent dangereuses. Il critiquait l'immoralité de la polyandrie et de la promiscuité sexuelle, vantait l'hygiène moderne, poussait à de nouveaux styles vestimentaires pour préparer les Tibétains à un travail productif, et proposait que la langue chinoise soit largement adoptée. Zhang ne cherchait cependant pas à imposer ces transformations par la violence (il semblait tout au moins avoir reconsidéré la question de l'utilisation des troupes), et Ho démontre que Zhang a développé un certain nombre d'approches en vue de travailler avec les dirigeants tibétains. Zhang a apparemment adopté certains rituels tibétains, tels que les serments devant Bouddha, et rendait visite aux organes du gouvernement tibétain pour tenter d'obtenir leur soutien dans la transformation du gouvernement. Avertissant que le Tibet risquait un destin simi-

48. Lan, « China's "New Administration" in Mongolia », *art. cit.*, p. 45-50.

49. Atwood, *Young Mongols*, *op. cit.*, p. 39-40, 46 ; Bulag, « Going Imperial », *art. cit.*, p. 261-262.

50. Lan, « China's "New Administration" in Mongolia », *art. cit.*, p. 45-50.

51. *Xinmin congbao*, n°55 (année 3, 7 qi, 23 octobre 1904 [Guangxu 31/9/15]).

laire à celui du Bhoutan et du Népal, Zhang préconisait une solution alternative : les dirigeants du Tibet devraient approuver la réorganisation politique selon les lignes bureaucratiques chinoises, et réformer les coutumes tibétaines. Zhang était visiblement persuasif, et une proposition mettant l'accent sur ces changements a été envoyée à Pékin en avril 1907, avec le soutien des Tibétains⁽⁵²⁾.

Les preuves avancées par Ho suggèrent que Zhang avait identifié une alternative à l'approche utilisée au Xinjiang et en Mongolie. Au Xinjiang puis en Mongolie, les Qing ont tenté, sans succès, d'exclure les *begs* Turcs et les nobles Mongols des processus de construction et de transformation de l'État. Mais Zhang semble avoir inclus les Tibétains dans la prise de décision et encouragé insensiblement les changements volontaires dans les pratiques quotidiennes⁽⁵³⁾. Alors que les fonctionnaires Qing cherchaient à repenser leur État, beaucoup partageaient la conviction que de nouvelles technologies administratives de centralisation et la transformation des modes de vie des peuples des frontières étaient nécessaires. Il existait néanmoins différentes approches pour obtenir ces changements. Celle de Zhang au Tibet différait par exemple de la violence intense utilisée par Zhao Erfeng dans le Kham.

Au début du XX^e siècle, le pouvoir impérial dans le Kham s'était détérioré, et après 1904, alors que les Qing cherchaient à réaffirmer leur pouvoir, les Khampas ont résisté. Les efforts de l'État pour contrôler les terres et encourager leur exploitation ont provoqué l'assassinat de l'assistant du résident impérial. Les auteurs du crime pensaient que leur acte était justifié parce qu'ils cherchaient à protéger les modes de vie locaux et l'autonomie religieuse. En réponse à la résistance Khampa, les Qing ont envoyé Zhao Erfeng dans le Sichuan. Arrivé en 1905, Zhao a cherché à saisir au nom de l'État le contrôle des ressources, de la taxation, de la loi et de la force coercitive. Pour cela, il a utilisé la violence à grande échelle. En fait, ses objectifs étaient les mêmes que ceux de Cen Chunxuan en Mongolie, ou Zhang Yintang au Tibet : redessiner le paysage politique, culturel et économique. Dans les régions où les chefs séculiers héréditaires (*tusi*) étaient au pouvoir, Zhao installa à leur place des fonctionnaires han. Dans les régions où l'autorité des monastères bouddhistes tibétains était forte, Zhao bannit les monastères de toute participation dans les affaires gouvernementales et légales. Les terres des monastères soupçonnés d'activités anti-Qing furent confisquées. Ce processus se heurta à une résistance populaire, mais Zhao persista à tenter de transformer les relations de pouvoir et de patronage qui liaient les monastères aux communautés locales. Les Qing ont égale-

ment restructuré le système légal, de façon à ce que les fonctionnaires han détiennent seuls l'autorité de résoudre les conflits, et Zhao mit en place de nouvelles réglementations destinées à discipliner les Khampas en criminalisant certaines pratiques traditionnelles. Il promouvait également la colonisation en ôtant le contrôle des terres aux institutions locales, et en la confiant aux colons han, militaires ou civils⁽⁵⁴⁾.

Sur le Grand Tibet, il existait donc en 1907 deux approches différentes. La coercition et la violence caractérisaient la méthode de Zhao visant à se débarrasser des dirigeants indigènes dans le Kham, alors que Zhang, malgré son dédain envers les coutumes tibétaines, menait apparemment une politique de négociation et de persuasion coercitive. Les deux hommes cherchaient à transformer la société tibétaine et à monopoliser au nom de l'État central le droit d'augmenter les revenus, de développer l'économie, et de dispenser la justice, mais Zhang Yintang laissait un espace aux élites indigènes pour leur permettre de se joindre à cette initiative de construction de l'État. Selon Ho, les observateurs britanniques trouvèrent les deux approches efficaces, mais leurs succès furent rapidement mis en danger par le résident impérial, Lianyu. Ho décrit Lianyu comme un fonctionnaire manipulateur qui avait manigancé le départ de Zhang de Lhassa, tenté, sans succès, de le remplacer par Zhao Erfeng, puis aidé à convaincre la cour d'envahir le Tibet en 1910. Chaque étape aggrava les tensions entre les élites tibétaines et les Qing. Connu comme « le boucher », Zhao n'était pas le bienvenu à Lhassa, et le dalaï-lama envoya de violentes lettres de protestation à la cour. Lorsque les troupes Qing marchèrent sur Lhassa, le dalaï-lama avait obtenu la promesse d'une occupation pacifique, et la préservation de ses pouvoirs spirituels. Mais Lianyu mobilisa ses propres soldats pour attaquer les monastères, provoquant la violence ainsi que la fuite du dalaï-lama vers l'Inde. L'objectif de Lianyu a pu être d'intimider et affaiblir les détenteurs du pouvoir tibétains, mais ses décisions ont eu des implications extraordinaires : Ho identifie ces incidents comme les premières étapes vers la violence et l'hostilité qui allaient empoisonner les relations sino-tibétaines à travers le XX^e siècle⁽⁵⁵⁾.

De nombreux fonctionnaires impériaux partageaient l'idée de moderniser la relation de Pékin avec le Tibet. Mais ces

52. Ho, « The Men Who Would Not Be Amban », *art. cit.*, p. 215-220.

53. Même le représentant britannique à Lhassa, Sir Charles Bell, a reconnu à contrecœur la popularité initiale de Zhang auprès des Tibétains. *Tibet, Past and Present*, Oxford, Clarendon Press, 1924, p. 89.

54. Wang, « China's Last Imperial Frontier », *art. cit.*, p. 118-119, 127, 188-202, 210-212.

55. Ho, « The Men Who Would Not Be Amban », *art. cit.*, p. 225-242.

nouvelles présentations du Kham et du Tibet au début du XX^e siècle suggèrent qu'il existait plusieurs approches pour imposer la souveraineté sur ces frontières impériales éloignées. L'objectif était d'augmenter ou même de transformer les compétences de l'État afin de se protéger contre l'impérialisme étranger et d'affirmer une plus grande autorité sur les appareils politiques et culturels. Mais il existait néanmoins une place pour une stratégie inclusive cherchant la coopération avec les élites tibétaines. En Mongolie et au Xinjiang, les politiques visant à remplacer les institutions pluralistes, menées par les élites indigènes, par un gouvernement de style provincial dominé par les Han avaient parfois été remises en cause. Mais l'État n'avait finalement pas pu contourner les nobles mongols. Dans tous les cas, l'État Qing, malgré son histoire de flexibilité en Asie intérieure, tendait cependant à choisir les approches qui excluaient, aliénaient ou nuisaient aux élites locales.

Ces exemples contrastent avec les études de cas sur la Chine contemporaine. Au nord de la Chine, les conditions ressemblent à celles de l'Asie intérieure. À la suite du soulèvement des Boxers, l'État était confronté à l'occupation étrangère, et, en réponse, les fonctionnaires tels que Yuan Shikai tentaient de réaffirmer l'autorité impériale et de construire les compétences de l'État. Pour cela, Yuan cherchait de nouvelles sources de revenus, restructurait l'administration locale pour renforcer les magistrats impériaux, et organisait de nouvelles institutions de contrôle, telles que les forces de police, pour étendre les compétences de l'État au niveau local⁽⁵⁶⁾. Pendant que ce processus se mettait en place, Yuan développait de bonnes relations de travail avec les élites locales. Il soutenait les réformes qui étaient attirantes pour elles, telles que les nouvelles institutions d'éducation. Bien que l'extension des compétences de l'État ait été géographiquement inégale, MacKinnon pense que Yuan a plutôt réussi à promouvoir les réformes et à séduire les élites locales⁽⁵⁷⁾. Une vision légèrement différente des relations entre l'État et les élites est apparue dans les travaux de Mary Rankin sur le Zhejiang. Dans les années 1860, d'importants changements sont intervenus dans les relations entre les leaders sociaux (une « élite managériale ») et l'État bureaucratique. Les élites locales ont étendu leurs activités et leurs réseaux en menant la reconstruction et en organisant les aides après le soulèvement des Taiping. Au début, les élites managériales n'ont pas considéré leurs activités comme une menace envers l'État, mais plutôt comme une contribution à la bonne gouvernance. Dans les années 1890, ces élites étaient politisées par la guerre sino-japonaise, et leurs préoccupations commençaient à être influencées par un natio-

nalisme croissant exprimé à travers des journaux réformistes. Ainsi, au moment où l'État cherchait à augmenter ses compétences au niveau local – par les « nouvelles politiques » qui ont également influencé les changements à Zhili et en Asie intérieure – les élites managériales ont appelé le gouvernement à la réforme, y compris à une plus grande participation des élites. Selon Rankin, cette demande de participation était largement écoutée et les nouveaux postes ont été confiés aux élites managériales locales. Bien que les « nouvelles politiques » aient été conçues pour renforcer le contrôle du gouvernement central sur la société locale, elles ont offert aux élites locales les moyens d'étendre leur rôle et de formuler de nouvelles demandes envers l'État. Il existait donc des conflits entre la construction de l'État et la mobilisation sociale des élites, mais « les deux parties souhaitaient des réformes similaires pour créer une Chine forte, riche et unifiée ». Ce n'est qu'à la toute fin des Qing que cette mobilisation des élites s'est retournée contre la cour, ce qui montre que la pression étrangère et l'incapacité des Qing à protéger la Chine avaient convaincu de nombreuses élites qu'elles étaient mieux qualifiées pour conduire la nation⁽⁵⁸⁾.

Dans les cas étudiés par MacKinnon et Rankin, les élites locales han en Chine ont été incluses (ou ont demandé à être incluses) dans le processus de réforme et de construction de l'État. Cette inclusion leur a donné, selon Rankin, l'espace nécessaire pour prendre des rôles de plus en plus actifs dans la politique chinoise, et pour finalement demander un contrôle sur le destin de la Chine. Aucune enquête ne peut être définitive, mais ces deux études suggèrent que la construction de l'État à la fin des Qing incluait la négociation et le débat avec les élites locales han, que ce soit à Zhili ou dans le Zhejiang. En d'autres termes, l'État cherchait à augmenter ses compétences, mais pour ce faire, il devait travailler avec les élites locales – en leur apportant quelques bénéfices et en permettant aux réseaux des élites de diriger une partie du processus. Des études comparatives ont démontré que c'est précisément lorsque les États cherchent à augmenter leurs compétences qu'ils doivent en général négocier avec ceux qui contrôlent les ressources, qu'il s'agisse des terres, de la richesse commerciale, ou des capitaux⁽⁵⁹⁾.

56. Stephen R. MacKinnon, *Power and Politics in Late Imperial China : Yuan Shi-kai in Beijing and Tianjin, 1901-1908*, Berkeley, University of California Press, 1908, p. 57-59.

57. MacKinnon, *Power and Politics*, op. cit., p. 176.

58. Rankin, *Elite Activism*, op. cit., p. 18-19, 24, 27, 135, 170-172, 201, 228, 243.

59. Charles Tilly, « Reflections on the History of European State-Making », *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975, p. 37-38; Tilly, *Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 33-40.

Dans le cas des élites han de régions telles que le Zhejiang et Zhili, le processus de négociation semble avoir donné à ces élites un rôle légitime et un enjeu dans le futur de l'État – même si l'État n'était plus celui de la cour Qing.

Mais pour les élites d'Asie intérieure, la construction de l'État à la fin des Qing n'a pas offert beaucoup de rôles légitimes. Une grande partie des élites et des roturiers mongols se sont opposés à la mise en place de nouvelles structures administratives, et l'État a délégué avec réticence certaines responsabilités de ses « nouvelles politiques » aux représentants des bannières. Au lieu de conférer aux nobles mongols une légitimité accrue et un enjeu dans le futur de l'État, ces rôles ont au contraire nuï aux nobles (en Mongolie intérieure), ou les ont conduits à la révolte (en Mongolie extérieure). Dans les deux cas, les résultats étaient contraires aux objectifs initiaux, et les conséquences inattendues allaient influencer les futures relations entre l'Asie intérieure et la Chine. D'un côté, un nouvel État théocratique indépendant s'est établi en Mongolie extérieure. De l'autre, les nouvelles opportunités d'intégration avec la Chine ont donné naissance aux « Jeunes Mongols », une génération de révolutionnaires dont l'expérience dans les écoles chinoises allait nourrir une idéologie de « renaissance raciale » mongole et un désir d'accroître le contrôle mongol sur les développements de la Mongolie intérieure⁽⁶⁰⁾.

Les leaders tibétains ont eu la chance de pouvoir « négocier » assez tôt leur futur, mais l'occupation de Lhassa a détruit ce processus et provoqué l'exil du treizième dalaï-lama en Inde. Après l'avoir renversé, les Qing ont ensuite souhaité son retour, mais sa réponse faite au résident impérial à Lhassa était catégorique.

Vous êtes parfaitement au courant de l'inexcusable action illégale de vos troupes ; mais vous m'informez, ainsi que mes ministres, que la situation... est pacifique. Je sais que ceci a été dit pour me convaincre de revenir, mais je sais également que c'est faux. De ce fait, il est impossible que la Chine et le Tibet aient la même relation qu'auparavant⁽⁶¹⁾.

En exil, le dalaï-lama reconsidéra l'engagement tibétain envers un État central chinois, et, alors que la révolution de 1911 éclatait, il créa un Département de la guerre et entraîna les soldats qui allaient buter les troupes chinoises hors du Tibet en 1912. Ainsi, les développements de la fin des Qing ont conduit les élites de l'Asie intérieure à des attitudes très différentes envers le concept de « Chine », tout

comme ils ont conduit les élites han à développer de nouvelles conceptions de l'Asie intérieure.

Le Tibet dans les médias

La mobilisation sociale des élites réformistes de la fin des Qing est allée de pair avec l'émergence de nouveaux médias. Les journaux contenaient des éditoriaux d'un style nouveau, centrés sur les affaires nationales, et les réformateurs utilisaient les journaux pour éduquer le public. Le peuple, et particulièrement les élites, n'était plus passif face aux affaires nationales. Même après que la cour a censuré les journaux réformistes à l'automne 1898, des journaux importants, tels que le *Xinmin congbao*, se sont établis à l'étranger. À ce moment-là, l'idée d'une opinion publique ayant une conscience nationale est apparue, et les écrivains encourageaient une large participation politique⁽⁶²⁾. Les questions les plus importantes incluaient la souveraineté, le territoire, et le nationalisme, et le mouvement de récupération des droits ferroviaires, en particulier, révèle à quel point la presse était importante pour les activistes nationalistes, notamment dans le Sichuan⁽⁶³⁾. Les mêmes journaux qui se concentraient sur les chemins de fer ont également tourné leur regard vers les menaces de l'impérialisme étranger en Asie intérieure, et particulièrement au Tibet.

Dans les années 1890, le volume des écrits Qing sur le Tibet augmenta rapidement, et les écrivains poussaient leurs lecteurs à se soucier de l'impérialisme russe et britannique ainsi que de la capacité de l'État à développer l'économie de l'Asie intérieure et à transformer sa politique⁽⁶⁴⁾. Une étude rapide des articles de journaux révèle que les auteurs encourageaient leurs lecteurs à faire divers bonds cognitifs, pour acquérir de nouvelles perceptions de la communauté politique nommée Chine. Pendant la période républicaine, ces efforts allaient devenir plus sophistiqués, mais déjà, on demandait aux gens de concevoir les frontières comme des territoires nationaux vitaux, de voir les terres d'Asie intérieure comme le sol historique de la Chine, d'apprendre de nouvelles méthodes d'acquisition du savoir, et d'accueillir les Tibétains comme des concitoyens, victimes de lamas avides

60. Atwood, *Young Mongols*, op. cit., p. 46-49, 81-82.

61. Cité dans Melvyn C. Goldstein, *A History of Modern Tibet, 1913-1951*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 57-58.

62. Judge, *Print and Politics*, op. cit., chapitre 1 ; Rankin, *Elite Activism*, op. cit., p. 169.

63. Rankin, « Nationalistic Contestation and Mobilization Politics : Practice and Rhetoric of Railway-Rights Recovery at the End of the Qing », *Modern China*, vol. 28, n° 3, juillet 2002, p. 315-361 ; Danke Li, « Popular Culture in the Making of Anti-Imperialist and Nationalist Sentiments in Sichuan », *Modern China*, vol. 30, n° 4, octobre 2004, p. 470-472.

64. Wang, « China's Last Imperial Frontier », art. cit., p. 67-68.

et retors, et ayant besoin d'être assimilés et de bénéficier du développement économique. Dans ce processus, ces auteurs ont commencé à construire des conceptions importantes et durables de l'histoire, la culture et la religion tibétaines.

Dans leurs éditoriaux, les auteurs dénonçaient la pression étrangère sur le Tibet, et ils développaient un vocabulaire symbolique important pour expliquer pourquoi d'autres devaient aussi se sentir concernés. Les analyses les plus précoces parurent dans un journal de Chengdu, le *Shuxue bao*, une publication associée aux idées réformistes. Dans un article de juin 1898, Wang Rongmao révélait son inquiétude face à l'influence croissante des Britanniques et des Russes au Tibet, et il appelait à un certain nombre de mesures pour contrôler la région. Une première étape passait par la reconnaissance de l'obsolescence des anciennes pratiques pluralistes de gouvernement. Pour instaurer un gouvernement direct, pensait Wang, il faudrait de nouveaux types de connaissances géographiques, et il suggérait comme modèle les récits et cartes de voyage occidentaux, très détaillés, en particulier lorsqu'ils résumaient les produits régionaux, les conditions politiques locales, et les caractéristiques géographiques. Avec ce savoir, Wang pensait que l'État pourrait augmenter la sécurité en créant des colonies de fermiers-militaires (*tuntian*), en développant le commerce, en ouvrant des mines, et en faisant venir les pauvres du Sichuan pour construire des voies ferrées⁽⁶⁵⁾. L'article de Wang était précoce, mais il révélait quatre préoccupations qui allaient se développer au cours de la décennie suivante : (1) l'identification des menaces étrangères comme un moyen de faire du Tibet un territoire national vital, (2) l'accent mis sur le besoin de nouvelles formes de connaissances et de nouvelles institutions pour renforcer l'ordre impérial en déliquescence, (3) l'encouragement des migrations han et (4) la planification du développement économique et d'infrastructures modernes.

Un autre article d'opinion précoce publié dans le *Shuxue bao* abordait deux autres thèmes cruciaux : l'utilisation de métaphores domestiques pour aider à personnaliser l'importance du Tibet auprès des lecteurs, et une attaque de la hiérarchie bouddhiste tibétaine. L'auteur, Chen Qichang, remarquait que les Russes et les Britanniques pourraient arracher le Tibet au contrôle Qing, rendant la province du Sichuan vulnérable. Pour rendre ce concept plus vivant, Chen décrivait le Sichuan comme une cour intérieure, et le Tibet comme l'écran (*waiping*) la protégeant de la rue. Sans le Tibet, le Sichuan serait exposé au monde extérieur, et il appelait de ce fait à une politique traitant le Sichuan et le Tibet ensemble. Pour cela, Chen recommandait la suppres-

sion de la hiérarchie bouddhiste tibétaine, tout en envisageant un futur dans lequel des leaders tibétains apparaîtraient pour gérer leurs communautés⁽⁶⁶⁾.

En quelques années, les histoires sur le Tibet sont apparues dans les journaux nationaux. En avril 1901, le *Qingyi bao* a publié une petite histoire sur « les coutumes étranges » (*qisu*) du Tibet, un moyen de familiariser ses lecteurs avec les terres et les peuples du Tibet⁽⁶⁷⁾. L'expédition britannique à Lhasa a été couverte par le *Shibao*, le *Zhongwai ribao*, et, en octobre 1904, le *Xinmin congbao* a publié son article, « Le deuil du Tibet », qui retraçait les avancées de l'impérialisme britannique et russe en Asie centrale, et mettait l'accent sur les transgressions britanniques contre la souveraineté chinoise, dont les négociations directes avec les fonctionnaires tibétains qui avaient conduit à la Convention de Lhasa (1904). L'article critiquait l'État Qing pour la faiblesse de sa réponse, et plaçait le Tibet dans un cadre plus large de « deuil » de tous les territoires d'Asie intérieure : les Japonais menaçaient le Nord-Est, les Britanniques le Tibet, et les Russes, se sentant dépassés par les autres puissances, allaient probablement se tourner vers la Mongolie pour compenser. L'article se plaignait également de l'apathie générale du public envers le Tibet, une attitude qui permettait aux Britanniques de détenir une position stratégique dans la zone la plus élevée de la planète, d'où ils pouvaient influencer le Xinjiang, le Sichuan, le Yunnan, et, à travers le bouddhisme tibétain, le Qinghai et la Mongolie⁽⁶⁸⁾.

De façon générale, la couverture médiatique du Tibet suivait les thèmes définis dans les journaux du Sichuan et le *Xinmin congbao*. Les auteurs représentaient le Tibet comme un territoire national vital, en utilisant des arguments fondés sur la stratégie et l'histoire, ainsi que des métaphores identifiant le Tibet à un « écran » et au mur de la cour familiale chinoise. Ils appelaient leurs concitoyens à se préoccuper du Tibet et à réaliser le besoin de collecter de nouvelles connaissances géographiques, économiques et politiques à son sujet. Ils évaluaient ensuite les Tibétains, et les trouvaient décevants. La hiérarchie bouddhiste tibétaine était la plus critiquée, mais il était considéré que les Han, qu'il s'agisse de colons civils ou militaires, devaient prendre la responsabilité de développer l'économie et les peuples tibétains.

65. Wang Rongmao, « Tongchou Shu Zang quanju lun », *Shuxue bao* n° 4, juin 1898 (Guangxu 24/4/xiaoxun), dans Lu Xiuzhang (éd.), *Qingmo Minchu Zang shi ziliao xuanbian 1877-1919*, Pékin, Zhongguo Zangxue chubanshe, 2005 [Ci-après noté QMZS], p. 2-3.

66. Chen Qichang, « Jing Zangwei yi gu Shuijiang yi », *Shuxue bao* n° 10, août 1898, Guangxu 24/6/xiaoxun, in QMZS, p. 3-6.

67. « Xizang fengsu », *Qingyi bao*, n° 76, 19 avril 1901.

68. *Xinmin congbao*, n° 55.

Alors que les auteurs décrivaient la relation entre le Tibet et la Chine comme une relation historique, ils considéraient souvent que la période contemporaine était qualitativement différente du passé. De plus, cette conscience de vivre une nouvelle période fournissait des arguments en faveur de la transformation du Tibet. Dans *Dongfang zazhi*, une proposition de 1906 pour la provincialisation du Tibet notait que « depuis que notre dynastie est entrée au Tibet, elle n'a pas changé les institutions de gouvernement, et n'a pas transformé la religion... la souveraineté chinoise au Tibet avait donc une réputation imméritée, et les lamas avaient en pratique le pouvoir de gouverner...⁽⁶⁹⁾ ». C'est ce qui a permis l'invasion britannique et russe, était-il avancé. Bien que le Tibet ait accepté de faire allégeance à la Chine pendant près de 300 ans, le passé ne pouvait plus guider le présent – dans les conditions actuelles, seule la mise en place d'un gouvernement direct par des institutions provinciales pourrait sauver le Tibet. Dans le *Datong bao*, publié à Tokyo, le Mandchou Rong Sheng reconnaissait qu'une nouvelle période commençait, qualifiant la période actuelle « d'ère d'impérialisme national » (*guomin diguo zhuyi shidai*), pendant laquelle les États conquéraient des territoires étrangers et assimilaient des races étrangères (*yizhong*)⁽⁷⁰⁾. Rong pensait que la Chine était désavantagée dans cette course, et cela l'inquiétait pour le futur. Il suggérait que la Chine était un peu comme une cour de maison ; les impérialistes étaient des voleurs cherchant à franchir les murs et à piller la maison. Ce n'est qu'en construisant des murs solides au Tibet et en Mongolie que la Chine pouvait être préservée.

La conception du Tibet et de la Mongolie comme « écrans » ou murs protégeant la Chine intérieure était répandu, et datait des premiers concepts de la nécessité stratégique des frontières, incluant le rôle du Xinjiang dans la protection de l'empire, qui avaient été esquissés par Zuo Zongtang dans les années 1870⁽⁷¹⁾. Mais les métaphores des années 1900 étaient plus immédiates et intimes – la Chine était une maison menacée par des bandits, ou un corps touché par la maladie, comme Huang Yanchang l'avait suggéré dans le journal de l'assemblée provinciale de Chengdu en 1910⁽⁷²⁾. Pour diagnostiquer et traiter la maladie, Huang remarquait que le médecin auscultait d'abord le patient, et il appelait l'assemblée provinciale du Sichuan à servir de médecin en envoyant une mission au Tibet. Ces métaphores intimistes étaient conçues pour aider les lecteurs à imaginer que les frontières influençaient leur propre vie. Huang liait la métaphore corporelle aux réalités politiques de son époque, soutenant dans son titre qu'il se préoccupait de questions de vie et de mort (*cunwang*) ; plus précisément, la nouvelle assem-

blée était responsable de protéger les vies des Sichuanais, mais la sécurité du Sichuan était impossible sans une défense du Tibet. L'appel de Huang comprenait une brève histoire des échecs de la politique Qing envers les frontières, et il accusait l'État de s'être désengagé de la sécurité des frontières, remarquant que la Chine avait récemment perdu des territoires face aux Russes (à l'est de la rivière Oussouri), aux Français (le long de la frontière laotienne), et aux Britanniques (les collines du Kachin le long de la frontière birmane).

L'appel de Wang à une mission d'investigation reflétait l'intérêt croissant envers les nouveaux types de connaissances souvent identifiés avec les pratiques européennes. Dans un article du *Datong bao* de 1907, l'auteur avançait trois critiques cinglantes des approches chinoises au Tibet : les missionnaires britanniques parlaient couramment tibétain alors qu'aucun fonctionnaire Qing ne maîtrisait la langue. Les missionnaires disposaient de cartes détaillées du Tibet, mais les officiers militaires à Chengdu n'en avaient aucune. Les événements tibétains importants étaient rapportés aux consuls britanniques, alors que les fonctionnaires civils de Chengdu n'en étaient pas informés⁽⁷³⁾. Vrais ou non, ces arguments ont favorisé les nouvelles formes de connaissance. Cette idée fut exprimée avec encore plus de conviction par Huang Yanchang dans le *Shubao* : il suggérait que toute personne voulant enquêter sur l'état du Tibet ferait bien mieux de lire les traductions des rapports étrangers⁽⁷⁴⁾. Alors que les Russes, les Britanniques et les Japonais enquêtaient secrètement au Tibet, poursuivait Huang, les Chinois n'avaient rien fait. Il donnait donc la priorité au savoir géographique, incluant la localisation des routes, l'estimation des altitudes, de la fertilité des sols, le repérage des montagnes et des cours d'eau, et l'évaluation des conditions matérielles de la vie des populations.

Si la plupart des auteurs étaient convaincus de la valeur stratégique du Tibet et de ses connections anciennes avec la Chine, ils étaient moins certains de la place que pourrait avoir le peuple tibétain dans la nation. Une proposition de provincialisation datant de 1906, publiée dans le *Dongfang*

69. « Ni gaishe Xizang xingsheng ce », *Dongfang zazhi* (Disan nian, dier qi, 19 mars 1906), in QMZS, p. 156-160.

70. Rong Sheng, « Jingying Meng Zang yi baozun Zhongguo lun (shang) », Tokyo, *Da tong bao*, n° 7, 28 juin 1908, in QMZS, p. 48-64.

71. Giersch, *Asian Borderlands*, op. cit., p. 62.

72. Huang Yanchang, « Lun ziyiju yi pai yuan diaocha Xizang yi jue cunwang wenti », *Shu bao* (diliu qi, 2 novembre 1910), in QMZS, p. 106-110.

73. Yuan Zhong, « Xizang », *Da tong bao* n° 2, 1907-8-5 (GX 33/6/27), in QMZS, p. 28-32.

74. Huang Yanchang, « Lun ziyiju yi pai yuan diaocha », art. cit., p. 106-110.

zazhi, qualifiait les Tibétains de « stupides et sans intérêt⁽⁷⁵⁾ ». Pour changer le Tibet, expliquait l'article, il faudrait un nouveau capital humain, et ce plan appelait les Sichuanais à fournir des hommes pour de nouvelles garnisons, ouvrir des mines, fonder des écoles. La transformation du Tibet par l'éducation ne serait envisageable qu'après la stabilisation du Tibet. Cet article prévoyait un long processus d'assimilation, les élèves tibétains étudiant d'abord des textes simples pour apprendre le mandarin, ce qui les éloignerait lentement de leurs superstitions religieuses. Mais l'auteur gardait espoir : « une fois qu'ils se seront assimilés dans une certaine mesure, [nous pourrions] alors utiliser une éducation avancée pour les rendre totalement assimilables ».

Alors que les roturiers tibétains transformés étaient vus comme de futurs citoyens, le clergé bouddhiste tibétain était condamné pour sa « brutalité envers son peuple et son insubordination envers le pouvoir Qing⁽⁷⁶⁾ ». Les auteurs diabolisaient souvent les lamas, et en particulier le treizième dalaï-lama. Yuan Zhong se plaignait en disant que les lamas se vautraient dans le vice et la corruption. Il méprisait les grands monastères pour leurs riches propriétés et leurs prêts usuriers qui réduisaient les roturiers en esclavage. Comme d'autres auteurs, Yuan considérait que le peuple tibétain était à la fois aveuglément dévoué à sa religion, et profondément malheureux de la hiérarchie bouddhiste tibétaine. Plus important pour son lectorat, Yuan décrivait le clergé bouddhiste tibétain comme des traîtres à cause de ses liens avec les Britanniques et les Russes – un point que Yuan n'était pas le seul à souligner. Rong Sheng, par exemple, vilipendait le dalaï-lama et sa tentative d'élargir son domaine religieux jusqu'aux bouddhistes tibétains d'Inde et d'Asie centrale, un plan qui favorisait directement les Britanniques et les Russes. Dans d'autres parutions, les auteurs suggéraient des méthodes pour aider les roturiers tibétains à échapper à l'exploitation de l'élite religieuse⁽⁷⁷⁾.

La presse réformiste présentait des idées qui reflétaient les concepts ayant inspiré Zhao Erfeng et sa brutale transformation du Kham. Zhao semblait détester les institutions politiques et religieuses indigènes, et il pensait qu'elles étaient conçues pour maintenir le peuple dans l'ignorance et pour monopoliser les ressources au profit d'un clergé paresseux et improductif. (Il peut y avoir une part de vérité dans ces idées ; mais si Zhao affirmait détester la brutalité à l'encontre des roturiers, cela ne l'a pas empêché de massacrer lui aussi des Tibétains). Comme d'autres dans la presse réformiste – et comme, des décennies plus tard, les auteurs de la propagande communiste – Zhao a créé une image simple du Tibet, selon laquelle les roturiers étaient amers et

éloignés de leurs gouverneurs civils et religieux⁽⁷⁸⁾. Cette image simple justifiait ses efforts pour supprimer les traditions politiques et les pratiques culturelles indigènes, mais ces actes ont enclenché une chaîne d'événements qui allaient faire du Kham une région violente pendant des années.

Conclusion

À partir de 1877, il existait de nombreuses propositions pour augmenter les compétences de l'État dans les territoires d'Asie intérieure. La plupart étaient conçues pour remplacer les institutions hybrides par une administration directe similaire à celles des provinces et cantons de la Chine elle-même. De nombreux plans ont également été conçus pour encourager la migration han et transformer la population non han. Ces programmes ne représentaient cependant pas un effort uni, cohérent et de long terme pour transformer les royaumes d'Asie intérieure en territoires chinois. Les idées de Zuo Zongtang sur la construction de l'État étaient appuyées sur les concepts et institutions impériaux. Il mobilisait les lettrés compétents (souvent originaires du Hunan) pour occuper les postes des bureaux de reconstruction, et il légitimait son approche grâce à des réflexions sur la relation entre le dirigeant et le sujet. Un État fort s'appuyait sur des fonctionnaires compétents, moins enclins à la corruption que les élites indigènes. Un armée forte tirait ses ressources des colons han qui cultivaient la terre et payaient des taxes. Sa pensée reflétait en bien des points celle de la période Yongzheng, lorsque l'empereur cherchait à standardiser la gouvernance de son royaume en réformant les finances et en destituant les dirigeants aristocratiques non han de leur fonction de médiation entre les peuples des frontières et l'État. Les hommes qui sont arrivés plus tard, tels que Cen Chunxuan, utilisaient un ensemble d'idées différentes. Ils s'imaginaient vivre dans une période unique, dans laquelle la justification de la construction du pouvoir de l'État, qui incluait la suppression des élites hybrides, était davantage liée à de nouveaux concepts spatiaux de l'État qu'aux vieux concepts des relations entre dirigeants, ministres et sujets. Les politiques de provincialisation de l'Asie intérieure ont été formulées et mises en place de manière irrégulière. Dans

75. « Ni gaishe Xizang xingsheng ce », *art. cit.*, p. 156-160.

76. Wang, « China's Last Imperial Frontier », *art. cit.*, p. 159.

77. « Lun zhi Xizang shanhou zhi ce », *Guangyi congbao*, n°229, in QMZS, p. 97-99.

78. Mémoire de Zhao Erfeng, cité dans *Qingmo Chuan Dian bianwu dang'an shiliao*, vol. 3, *op. cit.*, p. 920-921.

chaque cas, les propositions étaient remises en cause et modifiées suite à l'opposition des autres décideurs politiques et de la population des territoires concernés. Ces processus contingents devraient être davantage étudiés, car ils révèlent à la fois les différentes possibilités de gestion des élites d'Asie intérieure, et de nombreux résultats inattendus. Au Xinjiang, les projets d'exploitation des terres n'ont pas attiré suffisamment de colons han, mais ils ont conduit les Turkestanais à se déplacer vers de nouvelles régions, un processus qui allait plus tard aider à soutenir les revendications « ouïgoures » du Xinjiang comme terre natale. En Mongolie, les processus complexes enclenchés par la saisie des terres et la construction de l'État ont touché les Mongols de différentes manières, en fonction de l'endroit où ils vivaient et de leur statut. Quelques anciens groupes d'élite, les plus susceptibles d'avoir accepté leurs statuts de bouddhistes mongols sous les Qing, se sont rebellés pour créer leur propre empire en Mongolie extérieure. Les nouvelles écoles chinoises ont fourni un environnement favorable à l'émergence d'une nouvelle intelligentsia, qui s'est identifiée avec la Chine mais a également développé un fort sentiment d'identité mongole. Au Tibet central, les possibilités initiales pour l'implication des élites ont cédé la place à la violence et la trahison de Zhao Erfeng et Lianyu. De telles expériences ont conduit le treizième dalaï-lama en exil, où il a développé des idées pour une autonomie tibétaine.

L'étude comparative des relations entre l'État et les élites est donc un champ prometteur pour la compréhension des origines et des expériences des groupes qui allaient influencer le cours des événements du XX^e siècle. Il est important de réaliser que, pour la première fois à la fin des Qing, une conception cruciale de l'asymétrie entre l'Asie intérieure et la Chine elle-même est apparue. Les élites mongoles, tibétaines et même turkestanaises étaient conçues comme des éléments vitaux dans l'empire pluraliste, qui tentait de ségréguer, autant que possible, ses divers territoires et peuples. Les politiques du début du XX^e siècle mettaient l'accent sur l'intégration, et non la ségrégation, et sur l'exclusion des élites hybrides de toute participation légitime dans le processus de construction de l'État. Cette exclusion n'était pas irréversible, l'État républicain allait trouver nécessaire de « devenir impérial » en cherchant le soutien des élites mongoles et des autres élites non han⁽⁷⁹⁾. Le processus d'exclusion a cependant conduit des groupes importants, en Mongolie et au Tibet, à rejeter les anciennes alliances avec les Qing, trouvant peut-être difficile de concevoir leur futur en Chine. Les élites han sont au contraire entrées dans une ère nouvelle au cours de laquelle elles ont exercé une plus grande auto-

rité, négocié avec l'État, et, finalement, affirmé leur droit (avec les Révolutionnaires) d'arracher la Chine des mains des Qing.

Dans ce processus, les journaux qui ont reflété et influencé les pensées des réformistes han ont commencé à mettre l'accent sur de nouvelles relations asymétriques entre la Chine et l'Asie intérieure. Si la création des États modernes est, en partie, un processus cognitif, alors la fin des Qing est le moment où il faut chercher les origines d'une Chine moderne qui inclue l'Asie intérieure en tant que partenaire inférieur de la nation. Les journalistes ont mobilisé de nouvelles métaphores pour encourager les lecteurs à se préoccuper du Tibet, et ils ont adopté de nouvelles méthodes de production du savoir qui allaient étendre le pouvoir de l'État aux populations non han. Ils ont également développé des discours – sur les Tibétains ayant besoin d'être sauvés de leurs superstitions, sur le besoin des Chinois de développer les terres et l'économie tibétaines – qui apparaissent maintenant comme durables. Il suffit de regarder les troubles de mars dernier au Tibet pour trouver des discours similaires, dans les journaux d'État et certains blogs, qui diabolisaient le dalaï-lama, appelaient à une plus ample exclusion des élites tibétaines des rôles légitimes dans le futur de la région, et critiquaient les Tibétains ordinaires pour leur ingratitude après tout ce qui avait été fait pour eux. À la suite de ces tensions, il est peut-être bon de se souvenir de Zhang Yintang ou de ceux qui se sont opposés à la suppression des institutions hybrides, car une étude de la fin des Qing révèle, de façon assez stimulante, qu'il existe d'autres chemins possibles vers le futur. •

• Traduit par Séverine Bardon

Caractères chinois

cunwang 存亡 • Datong bao 大同報 • Dongfang zazhi 東方雜誌
fudi 腹地 • guomin diguo zhuyi shidai 國民帝國主義時代
junxian 郡縣 • kenwu zongju 墾務總局 • Lifan bu 理藩部
min 民 • minsheng 民生 • neidi 內地
neidi qianju zhi min 內地遷居之民 • qisu 奇俗
shanhou ju 善後局 • Shenbao 申報 • Shuxue bao 蜀學報
suo shu zhi di 所屬之地 • tuntian 屯田 • tusi 土司 • waiping 外屏
wo jiu tu 我舊土 • xianghua 向化 • xing 性 • xingsheng 行省
Xinmin congbao 新民叢報 • xinzheng 新政
yinsu er zhi 因俗而治 • yishi tongren 一視同仁
yizhong 異種 • zhonglei 種類

79. Bulag, « Going Imperial », *art. cit.*